

BULLETIN D'INFORMATION

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL FRANÇAIS TRIOMPHE POUR LES IMMIGRANTS ET REJETTE 35 ARTICLES DE LA NOUVELLE LOI SUR L'IMMIGRATION. LE PARTI D'EXTRÊME DROITE APPELLE À UN RÉFÉRENDUM POPULAIRE SUR "L'IMMIGRATION"

Le Conseil constitutionnel français a rejeté de vastes parties de la loi sur l'immigration, ajoutées par des membres du parti d'extrême droite au Parlement, s'opposant à la proposition de loi présentée par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Le Conseil a annoncé son rejet de 35 articles sur 86 dans la loi, estimant que 32 d'entre eux n'étaient pas pertinents pour le sujet de la loi et laissant la possibilité d'accepter des amendements à 3 autres articles ultérieurement dans le cadre d'une législation différente. Le Conseil a maintenu la structure originale proposée par le gouvernement, avec une section significative facilitant l'expulsion des étrangers condamnés pour délits mineurs.

Le Parlement français avait approuvé une nouvelle loi sur l'immigration proposée par le gouvernement de Macron le 19 décembre. Cependant, les neuf membres du Conseil chargés d'évaluer la constitutionnalité des lois ont rejeté la majorité des mesures qui ont suscité d'importantes critiques et manifestations. Ces mesures comprenaient la réduction de l'aide financière aux étrangers non européens, l'établissement de quotas annuels d'immigration et le resserrement des conditions de regroupement familial.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a affirmé que le Conseil constitutionnel avait approuvé intégralement le texte du gouvernement, notant que l'autorité exécutive reconnaissait le rejet de nombreuses dispositions ajoutées par le Parlement en raison de leur non-conformité aux procédures parlementaires.

Avec le rejet des ajouts parlementaires d'extrême droite par le Conseil constitutionnel, le chef du parti d'extrême droite Rassemblement National, Jordan Bardella, a dénoncé un coup judiciaire soutenu par le président, considérant la loi sur l'immigration comme "mort-née". Il a appelé à un référendum sur l'immigration.

Jean-Claude Samoyault, le responsable d'Amnesty International, a qualifié la décision du Conseil constitutionnel de victoire. Vingt-sept des 248 membres du Parlement s'étaient opposés à la loi, tandis qu'Aurélien Rousseau, le ministre de la Santé affilié à l'aile gauche du gouvernement, avait démissionné après son approbation.

Lors d'un rassemblement près du Conseil constitutionnel, Jean-Claude Samoyault a déclaré : "Une victoire a été enregistrée ce soir", tandis que des cercles de gauche la considéraient comme un coup et une leçon d'État de droit, appelant au retrait de la loi défectueuse.

Olivier Faure, le secrétaire général du Parti socialiste, pensait que le gouvernement porterait une tache indélébile en appelant à un vote sur une loi alignée sur les positions historiques de l'extrême droite sous la pression des Républicains.

Manuel Bompard, coordinateur du parti "La France insoumise", considérait la loi comme totalement amputée et dépourvue de toute légitimité, affirmant qu'elle "doit être retirée".



LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS REJETTE LA LOI "TEXAS SHARP WIRE".

La Cour suprême des États-Unis rejette la loi "Texas Barbed Wire" à la frontière mexicaine. La Cour suprême des États-Unis a rejeté l'installation de barbelés le long de plusieurs kilomètres de la frontière entre le Texas et le Mexique par le gouverneur du Texas, Greg Abbott, statuant contre Abbott. Cependant, le Parti républicain a exprimé son soutien aux décisions d'Abbott pour faire face à l'immigration illégale, s'engageant à ajouter plus de barbelés pour éliminer ce qu'il a décrit comme une invasion.

Vingt-cinq gouverneurs républicains ont publié une déclaration commune en solidarité avec Abbott pour "intensifier les efforts visant à protéger les citoyens américains des niveaux historiques d'immigrants illégaux". Abbott avait installé des barbelés le long d'une étendue de 45 kilomètres dans le cadre de l'opération "Lone Star" à Eagle Pass, près du fleuve Rio Grande, l'une des zones les plus congestionnées avec des migrants irréguliers venant du Mexique.

Les politiciens considèrent la décision de la Cour suprême comme une victoire pour l'administration démocrate du président Joe Biden dans sa confrontation avec le Texas. Les juges ont statué à la majorité de 5 contre 4 que la patrouille frontalière américaine pouvait couper ou retirer les barbelés érigés par la Garde nationale du Texas. Le Parti démocrate presse Biden d'adopter une position plus stricte à l'égard du Texas.

Le département de la Justice a déclaré que la clôture entravait le travail des agents de la patrouille frontalière car elle représentait un danger tant pour les migrants que pour les forces de l'ordre. Le gouverneur du Texas a accusé l'administration Biden d'abandonner sa responsabilité de sécuriser les frontières et d'appliquer les lois, affirmant que le Texas sécurise les frontières. Abbott fait face à des défis juridiques de la Maison Blanche à l'ère Biden en raison de ses ordres d'installation de barrières flottantes dans le fleuve Rio Grande, d'emprisonnement de milliers de migrants pour intrusion et de transport de migrants en bus vers des villes et des États démocrates.



L'AUTRICHE SE PRÉPARE À ACCUEILLIR DE LA MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE ET À RENVOYER LES DEMANDEURS D'ASILE DÉBOUTÉS VERS DES "PAYS TIERS".



Le chancelier autrichien Karl Nehammer a annoncé les détails du plan du Parti populaire jusqu'en 2030 pour l'Union européenne afin de freiner l'immigration illégale vers le pays, notamment en ne versant pas d'avantages sociaux aux résidents en Autriche avant cinq ans.

Le chancelier autrichien vise à acquérir des actifs précieux auprès des demandeurs d'asile dès leur entrée initiale dans le pays, afin de financer les dépenses et de soutenir le séjour des réfugiés jusqu'à ce que leur statut d'asile soit déterminé.

Nehammer a souligné que l'Autriche se concentrera sur l'attraction de la main-d'œuvre qualifiée, tandis que les demandeurs d'asile déboutés seront placés dans des camps internes avant d'être transférés vers des centres d'asile dans des pays tiers en dehors de l'Union européenne.

Nations Unies : 186 000 migrants sont entrés en Europe en 2023, dont 102 000 sont partis de Tunisie



Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré qu'environ 186 000 personnes sont déjà arrivées en Europe via la mer Méditerranée en 2023. Selon le communiqué du HCR, environ 130 000 individus ont été enregistrés en Italie, marquant une augmentation de 83 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le communiqué mentionne également que plus de 2 500 personnes ont été portées disparues ou sont décédées depuis le début de l'année jusqu'au 24 septembre. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a signalé plus de 2 700 décès et disparitions au cours de la même période. Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a déclaré que plus de 102 000 personnes ont tenté de traverser la mer Méditerranée depuis la Tunisie, ce qui représente une augmentation de 260 % par rapport à l'année précédente. De plus, plus de 45 000 personnes ont tenté de traverser depuis la Libye, avec des bateaux se dirigeant également vers la Grèce, l'Espagne, Chypre et Malte. L'augmentation récente du nombre de migrants a créé des tensions au sein de l'Union européenne concernant les mesures visant à réduire la migration.

LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS : LE PLAN « STOP AUX BATEAUX » N'EST PAS DIFFÉRENT DE LA POLITIQUE DU « MUR FRONTALIER AMÉRICAIN ». LES POLITIQUES D'IMMIGRATION DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DES ÉTATS-UNIS SONT « TROMPEUSES » ET LES POLITICIENS EXPLOITENT LA « MIGRATION » LORS DES ÉLECTIONS.

Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a déclaré que la politique d'immigration du Royaume-Uni, en particulier en ce qui concerne l'arrêt des bateaux dans la Manche, est une "fausse réponse" aux problèmes de migration. Grandi a souligné que les migrants ont des "objectifs clairs" et que la question de la migration, tant au Royaume-Uni qu'aux États-Unis, est liée aux "élections", les hommes politiques amplifiant le phénomène à travers une série de fausses informations alimentées par les pressions des électeurs sur les questions d'immigration dans les deux pays. Dans une déclaration à la presse, Grandi a déclaré : "Les migrants et les réfugiés sont des cibles faciles. Ils sont moins excitants, moins attractifs, et nous devons retrousser nos manches et travailler pour résoudre ces problèmes". Il a affirmé que le plan de Boris Johnson, "Stop the Boats", n'est pas différent de la politique américaine de Trump "Building the Wall", car les deux sont de fausses réponses qui ne traitent pas de la question de la migration ou des défis auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants.



L'ITALIE ANNONCE UN PLAN ÉCONOMIQUE POUR LUTTER CONTRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE DANS 23 PAYS AFRICAINS

L'Italie a élaboré un plan économique nommé "Matteo" pour lutter contre la migration irrégulière en provenance du continent africain. Le plan, baptisé du nom d'Enrico Mattei, fondateur de la société pétrolière "Eni", vise à opérer sur le continent africain, à améliorer les conditions économiques et à permettre une implication en Afrique, une zone contestée par la Russie, la Chine et la Turquie. La première ministre italienne, Giorgia Meloni, devrait annoncer le plan la semaine prochaine. Le plan sera présenté à un groupe de dirigeants de 23 pays africains, dont le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, et la présidente de l'Union européenne, Ursula von der Leyen, au Palais Madama, siège du Sénat italien. Le plan expose l'objectif de l'Italie de devenir un hub énergétique, notamment à la suite de la crise européenne douloureuse après la guerre russo-ukrainienne, alors que l'Europe cherche à réduire sa forte dépendance au gaz russe. Malgré les critiques internes pour avoir annoncé le plan dans le "palais historique", les partisans y voient une intervention européenne significative.

L'ITALIE ANNONCE LA MORT D'UN MIGRANT PRÈS DES CÔTES DE SICILE



Les sources de sécurité italiennes ont annoncé la mort d'un migrant près d'une plage dans la province d'Agrigente, en Sicile. Les sources ont ajouté que "plus de 60 migrants ont réussi à atteindre indépendamment le rivage après le naufrage du bateau qui les transportait."

Les sources de sécurité ont déclaré que le navire "Geo Barents", appartenant à l'organisation "Médecins Sans Frontières" (Doctors Without Borders), a effectué une nouvelle opération de sauvetage impliquant 68 personnes qui se trouvaient à bord de trois bateaux surchargés en fibre de verre. Parmi eux se trouvaient cinq enfants et une femme enceinte, aucun d'entre eux ne portait de gilets de sauvetage.



La Grande-Bretagne et l'Italie conviennent de financer un projet d'aide aux migrants en Tunisie

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak et son homologue italienne Giorgia Meloni ont convenu de financer conjointement un projet visant à aider les migrants en Tunisie à retourner dans leur pays d'origine. Cet accord a été conclu lors de la visite de Sunak à Rome, où il a salué l'approche de Meloni pour résoudre la question de la migration irrégulière. Les deux dirigeants se sont engagés à stopper l'afflux de bateaux de migrants sur leurs côtes.

Ils ont convenu de financer un projet visant à faciliter le retour volontaire des migrants en Tunisie, en tant que pays de départ, vers leurs pays d'origine respectifs. De plus, ils se sont engagés à intensifier les efforts pour lutter contre le trafic d'êtres humains.

Comparant Meloni à l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, Sunak a déclaré qu'il fallait une certaine "radicalité à la Iron Lady" pour résoudre la question de la migration irrégulière. Il a souligné que si cette question n'est pas traitée, les chiffres augmenteront, et les deux pays seront moins capables d'aider ceux qui ont vraiment besoin d'assistance.

Sunak a mis en avant l'accord conclu avec l'Albanie, permettant l'expulsion des Albanais arrivés au Royaume-Uni sur de petits bateaux. Il a confirmé que cet accord a réduit de 90 % le nombre de migrants albanais.

Meloni avait précédemment conclu un accord avec l'Albanie pour établir deux centres d'accueil pour les demandeurs d'asile interceptés par la garde côtière italienne en mer. Cependant, cet accord a été critiqué dans les deux pays, et la Cour constitutionnelle albanaise a bloqué temporairement sa ratification.



LES MILITANTS TUNISIENS DES DROITS DE L'HOMME EXIGENT L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE POUR LUTTER CONTRE LES MIGRATIONS

Les militants des droits de l'homme et les politiciens tunisiens appellent au développement d'une stratégie pour lutter contre la migration illégale. Ils soulignent la nécessité d'une approche globale allant au-delà des mesures de sécurité, abordant la question sous des perspectives sociales, économiques et politiques. L'accord du gouvernement tunisien avec l'Italie et l'Union européenne, axé principalement sur les aspects sécuritaires, est jugé insuffisant par les politiciens qui soutiennent que la lutte contre la migration illégale nécessite des projets internes pour soutenir la stabilité des jeunes tunisiens. Certains critiques estiment que la dimension sécuritaire domine l'accord tuniso-italien et que la négociation avec l'Union européenne sur la gestion des questions liées à la migration pose des défis. Les analystes soulignent l'importance de trouver des solutions économiques et sociales pour réduire le besoin de migration vers l'Europe en dehors des cadres légaux, préconisant des conditions de vie dignes et décourageant les approches centrées sur la sécurité. On note que les solutions précédentes axées sur la sécurité ont contribué à des problèmes économiques et sociaux en Tunisie et n'ont pas réussi à s'aligner sur les conditions européennes d'accueil et d'intégration des migrants dans la société. Les dirigeants de l'Union européenne ont discuté à Bruxelles d'un accord visant à lutter contre la migration et à contrôler les réseaux de trafic d'êtres humains. Le plan européen proposé comprend une assistance financière à long terme de 900 millions d'euros pour la Tunisie, un décaissement immédiat de 150 millions d'euros au budget et un paquet de 105 millions d'euros pour la gestion de la migration. Cela inclut des bateaux, des radars mobiles, des caméras et des véhicules pour renforcer le contrôle des frontières tant terrestres que maritimes.



LES TUNISIENS PROTESTENT CONTRE LES IMMIGRÉS, LES CONSIDÉRANT COMME UNE "MENACE POUR LA SÉCURITÉ DE SFAX"

Des centaines de personnes à Sfax, en Tunisie, ont manifesté contre l'afflux de migrants irréguliers en provenance d'Afrique subsaharienne dans leur ville, un important point de départ pour la migration illégale de la Tunisie vers l'Europe. Les manifestants se sont rassemblés devant le siège du gouvernorat en scandant "Sfax est de retour", en réponse à un appel du mouvement local "Seb Trotoire", qui affirme que la présence de migrants irréguliers constitue une menace pour la sécurité des habitants de Sfax.

Le 21 février, le président tunisien Kais Saïed a critiqué la migration illégale, la considérant comme une menace démographique pour son pays. Cette position a été rejetée à l'époque par des organisations non gouvernementales locales et internationales, qualifiant son discours de "discours de haine et d'intimidation contre les migrants".

La plupart des migrants viennent des pays d'Afrique subsaharienne en Tunisie pour une migration clandestine à travers la mer vers l'Europe via les côtes italiennes voisines.



LA LIBYE A RAPATRIÉ 323 MIGRANTS AU NIGERIA



L'Agence libyenne de lutte contre l'immigration illégale du ministère de l'Intérieur a annoncé le rapatriement de 323 migrants nigériens entrés illégalement dans le pays, en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations.

Les autorités libyennes ont déclaré que 163 migrants de nationalité nigériane avaient été rapatriés de l'aéroport international de Mitiga, dont 107 femmes, 51 hommes et cinq enfants. De plus, 160 Nigériens ont été rapatriés de l'aéroport international de Benina à Benghazi.

En vertu d'un accord signé par les dirigeants des régions ouest, sud et est de la Libye en 2023, l'Agence de lutte contre l'immigration illégale est devenue responsable de la gestion des opérations de rapatriement de manière unifiée.

L'année dernière, 9 370 personnes ont bénéficié de l'assistance de l'Organisation internationale pour les migrations pour retourner volontairement dans leur pays d'origine, après 11 200 en 2022. Selon les données recueillies par les Nations Unies entre mai et juin 2023, plus de 700 000 migrants se trouvent sur le territoire libyen.

RENVOI EN JUSTICE DES MEMBRES DU GANG "SHERIFA HANEM" POUR TRAFIC DE MIGRANTS AU CAIRE

Le parquet public à l'est du Caire a renvoyé 5 suspects devant le tribunal criminel pour avoir établi le réseau "Sherifa Hanem" de trafic de migrants vers l'Italie. Les enquêtes les accusent de participer à un crime organisé et de commettre des crimes transnationaux en profitant illégalement des migrants, facilitant leur transit illégal de l'Égypte vers l'Italie. Les enquêtes ont confirmé l'implication des suspects dans un réseau criminel organisé international initié par le premier suspect, transférant illégalement des personnes de l'Égypte vers l'Italie à des fins financières. Le parquet a inculpé les cinq suspects de perception d'argent et d'organisation de voyages illégaux, tandis que le premier suspect fait face à des chefs d'accusation supplémentaires liés à la formation d'une organisation criminelle. Selon le droit égyptien, les personnes accusées de trafic de migrants peuvent être condamnées à une peine d'emprisonnement, à des amendes pouvant aller jusqu'à 500 000 livres égyptiennes et à la restitution des gains financiers perçus.



Après la construction d'une clôture métallique, un groupe en ligne de l'État du Texas appelle à des marches lundi pour protester contre les migrants

L'État du Texas aux États-Unis a intensifié sa position contre les immigrants sans papiers. Alors que le gouvernement de l'État souligne son refus d'accueillir des immigrants, un groupe en ligne de résidents du Texas, s'identifiant comme "Electronica", a appelé les gens à se rendre à la frontière du Texas pour empêcher les migrants de traverser depuis le Mexique.

Le groupe électronique, avec le hashtag "Expulsez les immigrants", s'est fait connaître sur l'application électronique Telegram avec le soutien de 1600 abonnés, se décrivant comme "l'Armée de Dieu".

Le groupe a annoncé sa marche partant de la Virginie vers la Californie, l'Arizona et se terminant au Texas, organisant trois marches le 3 février.

Le groupe a nié être un convoi armé, indiquant sur sa page électronique qu'il refuse de porter des armes et qu'il s'agit d'un groupe pacifique opposé aux passages frontaliers. Les marches du 3 février visent à stopper pacifiquement l'immigration illégale et à fermer les frontières, sans préciser les méthodes qu'il prendra pour mettre en œuvre son plan.

Le Texas est entré en confrontation avec le gouvernement fédéral des États-Unis après avoir installé du fil barbelé dans un parc sur les rives du fleuve Rio Grande, que les migrants utilisaient pour traverser.

L'immigration illégale est l'une des questions politiques les plus importantes en Amérique actuellement, le nombre de migrants atteignant des niveaux record, estimé à 300 000 personnes en 2023.



PAR CRAINTE DE L'IMPACT DU NOMBRE DE MIGRANTS SUR LE REDÉCOUPAGE, UN NOUVEAU PROJET DE LOI AMÉRICAIN REFUSE DE "INCLUEZ-LES DANS LE PROCESSUS DE VOTE."

Le sénateur Kevin Cramer de l'État américain du Dakota du Nord a participé à la présentation du projet de loi sur la représentation équitable, qui vise à rejeter l'utilisation de l'immigration illégale comme moyen d'influencer le redécoupage des districts du Congrès et des votes électoraux.

Le projet de loi aborde l'inclusion des immigrants sans papiers dans le processus d'attribution des sièges du Congrès et des votes électoraux, mettant en évidence le potentiel de pouvoir politique disproportionné et exhortant le Bureau du recensement à rendre publique certaines données démographiques pour assurer la transparence et des décisions éclairées.

L'immigration illégale est devenue l'un des principaux problèmes aux États-Unis pendant l'administration Biden, les partis étant préoccupés par l'impact de l'augmentation du nombre d'immigrants sur la division des districts du Congrès et électoraux, où le nombre de districts du Congrès pour chaque État est déterminé à l'aide du recensement.

La Customs and Border Protection des États-Unis a indiqué une augmentation de 30,3 % du nombre d'individus non détenus, passant de 4,7 millions de non-citoyens en 2022 à 6,2 millions de non-citoyens en 2023.

Cramer a déclaré : "Le refus de l'administration Biden de sécuriser la frontière sud, puis de permettre l'entrée non restreinte d'immigrants illégaux aux États-Unis a des conséquences lointaines au-delà de ce que nous pensons en surface". "Le recensement est la base de la représentation dans notre système politique, et tout recensement qui pourrait inclure des non-citoyens dans le décompte de la division est en effet préoccupant pour moi et devrait l'être pour tous les résidents du Dakota du Nord.

Il a ajouté : "Les immigrants illégaux et non citoyens ne peuvent pas voter et ne doivent pas être utilisés comme des pions tandis que les démocrates redessinent les districts dans différents États, et notre recensement de la population doit compter les Américains et les non-Américains, mais il doit aussi faire la distinction entre eux."

La nouvelle législation exige que le Bureau du recensement inclue une question sur la citoyenneté dans les futurs recensements, améliorant la compréhension de la composition démographique de la population américaine et distinguant entre citoyens et non-citoyens à des fins de redécoupage. Elle interdit de compter les non-citoyens dans la division des districts du Congrès et électoraux, garantissant que seuls les citoyens américains influent sur la représentation. Le sénateur Bill Hagerty, un républicain du Tennessee, a dirigé cette législation, accompagné de 19 membres du Sénat de différents États.

L'ÉTAT AMÉRICAIN DE L'OKLAHOMA DÉPLOIE SA GARDE NATIONALE AU TEXAS POUR DISSUADER LES MIGRANTS



Kevin Stitt, gouverneur de l'État d'Oklahoma, a annoncé le déploiement de la Garde nationale de son État au Texas pour aider à résoudre les problèmes de contrôle des frontières entre les États-Unis et le Mexique. Le gouverneur a déclaré : « Il y a 28 points d'entrée, et la loi fédérale dit qu'il est illégal d'entrer ailleurs que ces points d'entrée. » Cette décision fait suite à l'appel de l'ancien président Donald Trump aux États dirigés par les Républicains à collaborer pour résoudre le problème de l'immigration clandestine le long de la frontière sud, accusant le président Biden de ne pas avoir résolu le problème. Vingt-cinq États dirigés par les Républicains se sont engagés à soutenir le Texas dans son rejet des migrants. Trump a exhorté les États à déployer leurs gardes au Texas pour empêcher l'entrée des immigrants sans papiers et les renvoyer de l'autre côté de la frontière. L'Association des gouverneurs républicains a exprimé sa solidarité avec le gouverneur Greg Abbott du Texas, déclarant : « Nous sommes aux côtés de notre collègue gouverneur, Greg Abbott, et de l'État du Texas dans l'utilisation de tous les outils et stratégies, y compris les clôtures en fil de fer barbelé, pour sécuriser la frontière.

La Marine marocaine récupère les corps de 5 migrants



La Marine royale marocaine a récupéré les corps de 5 migrants sénégalais et en a sauvé 189 autres après le chavirement de leur bateau au large de la côte de Laâyoune dans le Sahara. Une source militaire a déclaré que 11 migrants en état critique avaient été transportés vers le port de Laâyoune dans le Sahara. La source a ajouté que le bateau des migrants était parti "d'un pays situé au sud du royaume", tentant d'atteindre les îles Canaries en Espagne avant de rencontrer des difficultés au large de Laâyoune. Les migrants sauvés, y compris une femme, ont été transportés au port de Laâyoune le dimanche et remis à la Gendarmerie royale pour des procédures administratives. Au moins 13 migrants ont perdu la vie en juillet seulement à la suite du naufrage de leurs bateaux au large des côtes marocaines, dont 5 Marocains. La côte marocaine a connu une augmentation des tentatives de migration depuis les côtes nord-ouest africaines et marocaines, ainsi que du Sahara vers l'Europe depuis le début de juin. Des organisations non gouvernementales rapportent régulièrement le naufrage de bateaux de migrants dans les eaux marocaines, espagnoles et internationales. Dans un contexte connexe, une unité de surveillance côtière au sud-ouest de Dakhla a intercepté un bateau transportant 110 migrants sénégalais, dont 20 mineurs et une femme, qui avaient quitté les côtes sénégalaises en septembre. Ils ont été secourus, ont reçu des soins médicaux et ont été remis à la Gendarmerie royale.

